

Initiatives ministérielles

les investisseurs japonais détenaient environ 15 p. 100 des obligations négociables du gouvernement du Canada en 1992, et les investisseurs américains et du R.U. environ 7,5 p. 100 chacun. Il n'y a pas de données disponibles pour l'Allemagne. (ii) Selon les estimations, les investisseurs japonais détenaient environ 24 milliards de dollars en obligations négociables du gouvernement du Canada en 1992 et les investisseurs américains et du R.U. environ 12 milliards de dollars chacun. Il n'y a pas de données disponibles pour l'Allemagne. Quant à d) le pourcentage était 49 p. 100 au 31 mars 1992. Quant à e) le pourcentage était 9,16 p. 100 pour l'année fiscale 1991-92. Les emprunts directs, en dollars canadiens, par le gouvernement du Canada sur les marchés étrangers de 1980 à 1992 ont été comme suit:

	Millions Dollars canadiens
1980	2 195
1981	1 414
1982	1 699
1983	992
1984	1 548
1985	5 886
1986	6 027
1987	4 573
1988	2 247
1989	788
1990	1 122
1991	44
1992	745

[Traduction]

M. Edwards: Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

Le président suppléant (M. DeBlois): Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Duhamel: Monsieur le Président, il y a déjà longtemps, j'ai soulevé ce point et vous connaissez peut-être le cas.

[Traduction]

Il y a plus d'un an, j'avais une question figurant au *Feuilleton* concernant la taxe sur les produits et services: à combien s'élèverait le total des recettes ainsi recueillies auprès des Canadiens? Combien coûtera l'administra-

tion? Combien a servi à la réduction du déficit et de la dette? J'ai demandé cela à plusieurs reprises. Mon collègue est un homme honorable, si ce n'était pas le cas, je serais furieux.

Je suis cependant dans une situation difficile. J'ai des électeurs qui me demandent: «Pourquoi cette personne, que vous appelez honorable, ne vous donne-t-elle pas de réponse?» Je leur dit que, peut-être, d'autres personnes, moins honorables, ne lui donnent pas les renseignements. Je ne sais pas.

On me fait remarquer qu'il y a eu plusieurs articles dans les journaux disant: «Serait-il possible que la taxe sur les produits et services rapporte plus qu'on le dit, et qu'on garde les chiffres véritables pour les utiliser lors des élections?» Est-il possible que l'administration en coûte beaucoup plus qu'on ne l'a dit? Il y a toutes sortes de rumeurs.

J'essaie d'aider mes électeurs à trouver la vérité. Je suppose que mon collègue continue d'essayer de m'obtenir les réponses dont j'ai désespérément besoin pour mes électeurs.

M. Edwards: Monsieur le Président, mon ami m'a posé cette question mercredi dernier, si je ne me trompe. Cela fait cinq jours et j'eus espéré qu'il m'en donne sept.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Hoc-kin: Que le projet de loi C-99, Loi modifiant la Loi sur les prêts aux petites entreprises et une autre loi en conséquence, soit lu une deuxième fois et déferé à un Comité législatif du secteur Économie.

Le président suppléant (M. DeBlois): À la suspension du débat à 14 heures, l'honorable député de Saint-Boniface disposait encore d'une période maximale de 13 minutes.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je résumerai brièvement où j'en étais rendu, parce que vous comprendrez, comme moi, que je n'ai pu compléter mon discours. Voici ce que j'avais indiqué.

[Traduction]

Ce parti appuiera cette mesure législative car nous y voyons un pas en avant pour les PME. Nous aurions aimé que le gouvernement aille un peu plus loin. Par conséquent, nous allons proposer certaines choses qu'il devrait prendre très au sérieux.